L ANECR appelle les élus et les citoyens à agir pour un succès massif de la manifestation du 30 septembre

Les collectivités territoriales n ont vraiment rien à attendre de bon de l adoption du Pacte budgétaire européen (TSCG) par le Parlement.

Sa « règle d or » imposée, l austérité obligatoire ne manquera pas d avoir dans les années qui viennent des conséquences directes sur leurs dotations, leur capacité d agir au service des populations, dans des domaines essentiels de la vie quotidienne. Les collectivités territoriales sont à l origine de plus de 70% des investissements publics du pays et de multiples politiques solidaires et sociales.

Elles ont également un rôle décisif en faveur du développement économique, social et environnemental.

L adoption du traité porterait un coup très dur à ces actions positives, facteur déterminant pour une croissance retrouvée. Il n est pas possible en effet de concilier une politique enfermant les collectivités territoriales et les dépenses publiques dans le carcan de l austérité avec une politique de croissance utile.

Il n y aura pas d issue à la crise sans s appuyer sur l atout que représentent les communes, départements, régions au service du développement des capacités de chacune et de chacun et de la démocratie.

L ANECR demande une nouvelle fois et solennellement de soumettre ce Pacte budgétaire élaboré par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel à une consultation populaire par référendum.

Elle s associe et prend part au très large rassemblement qui s est constitué avec l Audit Citoyen et appelle les élus à prendre toutes les initiatives utiles pour faire de la manifestation du 30 septembre à Paris organisée pour dire non à ce pacte et exiger la tenue un large débat démocratique, un succès énorme de participation populaire.

- Signez la Pétition : "NON à l’austérité perpétuelle en Europe !"
- Lire la déclaration de la campagne unitaire

Copyright © Elunet.org, Portail de l'action des Elus et de la vie citoyenne